

À propos de l'engagement du savant dans le politique.

Entretien avec Gérard Noiriel sur le métier d'historien, ou Comment faire usage de l'histoire pour éviter d'en abuser

Aurélie Tavernier¹

Université de Paris VIII &
Centre d'études sur les médias, les technologies et l'internationalisation (CÉMTI, ÉA 3388)

Les enjeux de mémoire nourrissent aujourd'hui les agendas politiques et médiatiques en s'appuyant largement sur la caution des « experts » de l'Histoire. Gérard Noiriel nous montre au contraire que le métier d'historien peut consister à expliquer les processus de construction des représentations et à faire la genèse des catégories qui lient les individus entre eux, afin de faire comprendre le passé pour mieux nous situer dans le présent. Ces enjeux de vérité ne sont pas qu'une affaire de spécialistes, encore moins d'experts mettant leur savoir au service des luttes mémorielles entre communautés : dans ce travail intellectuel critique, la dimension collective est fondamentale. Elle repose sur la mise en commun des compétences, savantes, artistiques, militantes ou ordinaires, comme condition de diffusion et d'efficacité d'une science résolument tournée vers l'action. En revenant sur les conséquences épistémologiques de ce positionnement d'une part, et sur les usages sociaux et politiques de l'histoire d'autre part, Gérard Noiriel nous rappelle à l'urgente nécessité de remettre sur le métier le métier d'historien, en questionnant sans cesse l'utilité de la recherche, mais aussi son autonomie dans les rapports qu'entretiennent la science et l'action. Sa démarche pragmatique, dont la socio-histoire qu'il a contribué à fonder est une conséquence directe, constitue le point de passage entre les espaces scientifique, politique, militant et artistique : des sphères qu'il convient de distinguer pour ne pas avoir à les renier, et d'autonomiser pour que la parole de « l'intellectuel spécifique » puisse imaginer par elle-même les moyens de sa « traduction » dans le monde social.

Gérard Noiriel est historien,
directeur d'études à l'École des Hautes Études en Sciences Sociales.

¹ aurelie.tavernier@univ-paris8.fr

Aurélie Tavernier — Gérard Noiriel, votre travail d'historien vous a conduit à analyser les significations et les implications, passées et présentes, de la crise du mouvement ouvrier, de l'exil et des représentations de l'immigration en France, de l'identité et du nationalisme. Vous interrogez ainsi la place de l'État dans la société, mais aussi l'autonomie de la recherche et de la science et, in fine, les rapports entre histoire et politique. Pour aborder ces rapports, on peut peut-être partir, d'un point de vue épistémologique, de la « genèse »² d'une discipline dont vous êtes l'un des fondateurs, la « socio-histoire ». Quelle réflexion, quelle remise en cause des partitions académiques vous ont porté à promouvoir cette approche interdisciplinaire, au carrefour des sciences sociales et de l'histoire ? Sans entrer dans une épistémologie trop abstraite, éloignée de votre démarche, pouvez-vous préciser de quelle manière la socio-histoire vous permet de repenser la place de l'histoire dans la société, mais aussi le sens des catégories avec lesquelles on pense ?

Gérard Noiriel — La socio-histoire est un domaine qui s'est forgé il y a une quinzaine d'années, par le regroupement de chercheurs qui appartenaient à des disciplines différentes – la science politique, l'histoire, la sociologie, l'anthropologie, *etc.* – et qui avaient des préoccupations communes. L'une d'elles était justement d'interroger le politique, ou la politique, avec de nouveaux instruments, notamment ceux fournis par la sociologie. À partir de ce moment-là, indirectement, il y a un rapport au politique : parce que les manières dont on interroge le politique ont des effets sur l'action même du politique. Mais avant de revenir sur ce point, je dirais que le souci majeur était effectivement épistémologique, comme vous le disiez : beaucoup de chercheurs de cette génération ont été confrontés au fait que les « anciens paradigmes », le marxisme, le fonctionnalisme, le structuralisme *etc.*, étaient pour ainsi dire épuisés. La question était donc : comment reconfigurer les champs du savoir ? Et ce que Bourdieu appelle le « principe d'homologie » entre le champ politique et le champ académique a fonctionné : il est certain que les personnes qui se sont retrouvées autour de la revue *Genèses* et de la socio-histoire avaient des trajectoires, une sensibilité et une vision politique communes. Ce qui ne voulait pas dire une vision forcément partisane : au-delà des clivages partisans, tous partageaient le souci d'une critique des pouvoirs en place, d'une compréhension des mondes dominés. Pour reprendre cette expression de Wittgenstein que j'aime beaucoup, il y avait entre nous « un air de famille », plutôt qu'une théorie dogmatique. C'est

2 Gérard Noiriel est co-fondateur et membre du comité de rédaction de la revue *Genèses*. Sciences sociales et histoire, lancée en 1990 avec notamment le sociologue Christian Topalov et le politiste Michel Offerlé (Éditions Belin. Site de la revue : <http://www.cairn.info/revue-geneses.htm>).

pour cette raison que dans le petit livre que j'ai écrit sur la socio-histoire³, je ne me suis pas embarrassé de grandes considérations théoriques, au risque de faire apparaître la démarche comme un peu naïve, peut-être. Mais je pense qu'on se forme à partir d'un certain nombre de réflexes, un peu comme dans une partie de cartes. La socio-histoire est une boîte à outils, qui a été mise en oeuvre de façon très critique par rapport aux courants dominants dans les disciplines auxquelles on appartenait les uns et les autres, et qu'il s'agissait de reconceptualiser : pour l'histoire, sortir de la domination de l'histoire politique classique ; pour la science politique, refuser comme Michel Offerlé, avec qui j'ai créé la collection « Socio-histoire »⁴, la domination de l'opinion publique comme entité collective et condition de l'égalité d'accès au politique ; pour l'anthropologie, comme le fait Alban Bensa en développant une anthropologie post lévi-straussienne, remettre en cause les présupposés du structuralisme, qui d'une certaine manière inventent du collectif, de l'inconscient collectif. On s'est donc rapprochés autour de ce que les uns et les autres percevaient comme une commune nécessité de retravailler les paradigmes disciplinaires dominants.

Deux principes de base me semblent déterminants pour caractériser la démarche en socio-histoire, je dirais qu'ils sont presque comme les « réflexes conditionnés » des socio-historiens : la question du passé dans le présent, et la déconstruction des entités collectives pour retrouver les individus. J'y ajoute ce troisième élément : l'importance des liens indirects. D'une certaine manière, la socio-histoire et la micro-histoire sont relativement proches quant à l'intérêt qu'elles accordent toutes deux aux individus. Mais la micro-histoire définit pour sa part le lien social dans une perspective interactionniste, en plaçant l'étude des interactions au centre de l'analyse ; tandis que pour nous, socio-historiens, les liens à distance sont fondamentaux, puisque les individus sont pris dans des chaînes d'interdépendances, comme le dit Norbert Elias. On pourrait aussi définir la socio-histoire comme une sociologie de l'action faisant une large place à l'histoire, avec l'idée centrale que le passé existe dans le présent sous forme objectivée et contribue aussi aux formes de domination et de naturalisation. Les « fondateurs » de la socio-histoire étaient tous de la même génération, beaucoup marqués il faut bien le dire par la sociologie de Bourdieu. Mais aucun de nous n'a jamais cherché à appliquer sa « théorie » sociologique. Ce qui nous a vraiment rapprochés, c'est la conviction qu'il fallait toujours éprouver dans des recherches empiriques, les hypothèses et les questionnements de départ. Pour ma part, j'ai trouvé dans certains textes de la philosophie pragmatiste (notamment Richard Rorty) des analyses éclairantes me permettant de mieux comprendre la manière

3 *Introduction à la Socio-histoire, Paris : La Découverte, 2006.*

4 *Éditions Belin.*

dont je « fonctionnais » dans mon travail scientifique. C'est toujours pour résoudre des problèmes historiques empiriques que je me suis tourné vers les « grands auteurs ». Dans mon livre sur la genèse du droit d'asile, j'ai beaucoup utilisé Foucault ; car ses travaux sur les rapports pouvoir-savoir m'ont aidé à comprendre comment le pouvoir d'État façonne l'identité des réfugiés, en tant que « persécutés ». Dans d'autres recherches, notamment mes analyses sur la construction de l'espace public républicain à la fin du XIX^e siècle, c'est Bourdieu et son concept de « champ », qui m'ont été utiles. Mais les querelles purement épistémologiques m'ont toujours paru vaines. Comme le dit à peu près Richard Rorty, quel intérêt aurait une polémique entre un chirurgien et un mécanicien sur les mérites respectifs du bistouri et de la clé à mollette⁵ ? La socio-histoire s'est constituée contre toutes ces prétentions théoricistes.

Aurélie Tavernier — Dans la préface que vous avez rédigée pour la réédition du « Creuset français »⁶, vous revenez d'ailleurs sur la démarche empirique que vous privilégiez, en invitant à lire vos travaux moins comme une synthèse de l'histoire de l'immigration que comme un « programme de recherche », reposant notamment sur l'articulation de l'histoire et des sciences sociales pour penser le politique. La naissance de la socio-histoire dans le champ académique répond ainsi aux considérations épistémologiques que vous venez d'exposer : un certain « nomadisme disciplinaire », qui remet en cause la plasticité des frontières académiques et l'étanchéité des méthodes et des concepts que l'on applique à l'objet. Or cela va de pair avec une nécessité d'ordre politique : pouvez-vous revenir sur cette dimension ? Dans le débat sur l'immigration notamment, pour se replacer dans une approche pragmatique : quel peut être le rôle concret de la socio-histoire, en quoi cette science-action éclaire-t-elle le débat public ?

Gérard Noiriel — Pour ne pas être en contradiction avec ce que je viens de dire, il faudrait que je réponde à votre question en prenant des exemples précis. Mais avant de vous parler de mes recherches sur l'immigration, je voudrais insister sur le fait que je ne me considère pas comme le porte-parole d'une nouvelle cause, appelée « socio-histoire ». Les principes de base que j'ai évoqués plus haut peuvent être déclinés de manière très différente selon les auteurs. Personnellement, j'ai peut-être plus que d'autres collègues d'attachement pour l'engagement. C'est une dimension qui m'importe plus qu'à d'autres, mais on peut très bien être socio-historien et ne pas être très présent dans l'espace public ; c'est juste ma manière de jouer le jeu de la socio-histoire.

5 Voir notamment Richard Rorty, *Conséquences du Pragmatisme (traduit de l'anglais par Jean-Pierre Cometti)*, Paris : Le Seuil, 1993.

6 Le Creuset français. Histoire de l'immigration XIX^e-XX^e siècles, Paris : Le Seuil, 1988 (Réédité en 2006 avec une nouvelle préface de l'auteur).

Dans mes recherches sur l'immigration, j'ai mis en œuvre la démarche socio-historique en m'efforçant de déconstruire complètement le problème tel qu'il est posé dans l'espace public, ce qui m'a amené à mettre en question tout le vocabulaire utilisé dans les incessantes polémiques sur ce sujet : « immigrés », « sans-papiers », « nationalité »⁷, sont des catégories dont il est important de faire la genèse, car ce ne sont pas des catégories naturelles. J'ai voulu comprendre pourquoi en France on veut sans arrêt réformer le droit de la nationalité. Question que beaucoup de citoyens se posent aussi. J'ai fait la genèse du terme « nationalité », en m'appuyant sur la *Begriffsgeschichte* – c'est-à-dire l'histoire des concepts – de Koselleck. Dans la *Sémantique des temps historiques*, Koselleck montre en effet qu'un concept conserve son histoire⁸, ce qui implique que la pluralité de significations que recouvre un concept peut être une ressource de manipulation pour les politiques. En faisant la genèse de cela, vous pouvez montrer la pluralité de ces significations et de leurs usages. Par exemple pour « nationalité », en allemand vous avez au moins deux termes : le mot *Volkstum*, qui est discrédité et que plus personne n'ose employer depuis le nazisme ; et le mot *Staatsangehörigkeit*, qui renvoie de façon neutre à l'appartenance juridique à l'État. Or juridiquement, la nationalité c'est cela : l'appartenance à l'État – on devrait dire en français l'« étatalité ». Sauf que dans le mot « nationalité » français, vous avez aussi la connotation à l'identité nationale, ce que désigne exclusivement le terme allemand *Volkstum*, distinguant de fait et séparant clairement l'idée d'identité nationale d'une part, et celle d'appartenance à l'État d'autre part. En France, les deux sens étant dans un même mot, on voit d'où peut venir la confusion. Je ne dis pas que c'est la seule raison qui explique pourquoi la question de la nationalité est sans cesse revenue à la une de l'actualité depuis plus d'un siècle, mais je pense que cette déconstruction scientifique d'un terme qui semble évident, éclaire les formes symboliques de domination dans le champ politique.

7 Voir en particulier État, Nation et immigration. Vers une histoire du pouvoir, Paris : Belin, 2001 (Réédité dans la collection « Folio-Histoire », Paris : Gallimard, 2005).

8 Le concept, au sens de Koselleck, s'éloigne de la dimension théorique pure et désigne plutôt un repère pour l'analyse des débats et des controverses publiques ; il « incorpore une pluralité de significations en conflit » et englobe « un riche contexte historique, social et politique ». La démarche de Koselleck va de la philosophie à l'analyse des concepts incorporés dans l'histoire : dans cette perspective, le travail de l'historien se trouve aux prises avec un « combat sémantique », un conflit d'interprétations et d'imposition de sens, qui est lui-même un élément du processus historique. Reinhart Koselleck, « Introduction », *Le Futur passé. Contribution à la sémantique des temps historiques* (traduit de l'allemand par Jochen et Marie-Claire Hoock), Paris : Éditions de l'EHESS, 1991, p. 28.

Aurélien Tavernier — Ainsi de la déconstruction des représentations : la démarche que vous entreprenez à travers ce travail sémantique me fait penser aux travaux entrepris par des chercheurs en sciences du langage et en sciences de l'information autour de l'analyse des « formules », ces séquences verbales dont le figement, dans le débat public, témoigne de la cristallisation du sens et des enjeux d'un problème. Le travail du chercheur consiste alors à remonter, comme à rebours, le processus d'imposition du syntagme pour comprendre comment, autour de lui voire contre lui, s'organise et se configure un objet de controverse publique. Par rapport au syntagme « sans-papiers », on voit bien tout l'intérêt d'analyser le processus formulaire, si l'on veut comprendre comment s'est configuré le problème, au sein de quels combats sémantiques et politiques⁹.

Gérard Noiriel — Vous avez raison. Et je regrette de ne pas avoir trouvé le temps d'étudier de façon approfondie les apports des sciences du langage et de l'information sur ces questions, car ils sont très importants. On rejoint là l'une des dispositions critiques qui est au cœur de la socio-histoire, à savoir la genèse. Comment restituer les enjeux de lutte du passé ? Comment au fil du temps, des sens dominants se sont imposés, au point d'effacer les traces des significations dominées ? Comment restituer la multiplicité des sens qui peuvent coexister, et comment ils sont réactivés – autrement dit : qu'est-ce qui fait qu'un terme peut « gagner » ? Combattre les réifications, la chosification des rapports sociaux est une dimension essentielle de la socio-histoire, mais ce n'est pas la seule : l'autre dimension fondamentale, c'est la déconstruction des catégories dont je parlais plus haut, afin de retrouver les individus et les relations entre individus. La socio-histoire se situe dans une logique dont Max Weber avait déjà tracé les grandes lignes. Mais sans sombrer dans le pseudo « individualisme méthodologique » qui a été à la mode il y a une vingtaine d'années, et qui faisait accroire qu'il existerait des individus qui n'auraient pas de liens entre eux. La socio-histoire s'intéresse à la façon dont se groupent, dont se lient les individus. Le processus grâce auquel les individus se lient entre eux est une relation de pouvoir. C'est cette relation de pouvoir qui crée de l'identité : le processus social de nomination et de catégorisation des individus permet d'agir à distance sur l'identité des individus, et d'infléchir leurs actions, leurs conduites. Sur ce point, les travaux

⁹ Pour une synthèse de la notion de formule et ses usages en sciences de l'information et de la communication, voir en particulier le dernier ouvrage d'Alice Krieg-Planque, *La Notion de « formule » en analyse de discours. Cadre théorique et méthodologique*, Besançon : Presses Universitaires de Franche-Comté, 2009. Sur l'analyse langagière des concepts et les rapports entre histoire et linguistique, voir les travaux de Jacques Guilhaumou, notamment « De l'histoire des concepts à l'histoire linguistique des usages conceptuels », *Genèses*, 38, 2000 : pp. 105-118; et *Discours et événement. L'histoire langagière des concepts*, Besançon : Presses Universitaires de Franche-Comté, 2006. Du même auteur, *La Parole des Sans. Les mouvements actuels à l'épreuve de la Révolution française*, Saint-Cloud : ENS-Éditions, 1998. Sur le même débat, lire Johanna Siméant, *La Cause des sans-papiers*, Paris : Presses de Sciences Po, 1998. Pour une analyse complète de l'évolution des discours publics sur l'immigration en France, lire Simone Bonnafous, *L'Immigration prise aux mots. Les immigrés dans la presse au tournant des années 80*, Paris : Kimé, 1991.

du philosophe Ian Hacking¹⁰ me sont très utiles – par exemple sur la question de la maltraitance, pour montrer comment les relations de pouvoir dans la sphère domestique se connectent aux relations de pouvoir étatiques.

Aurélien Tavernier — Justement : l'immigration n'a pas toujours été un problème public, au sens de problème donnant lieu à une formulation en termes d'intérêt général et débouchant sur l'élaboration d'une politique publique – ce qui ne signifie pas qu'avant cette date, l'immigration n'était pas un problème : simplement ça n'était pas encore un problème public.

Gérard Noiriel — Oui, il y avait déjà des déplacements, et des gens qui se tapaient dessus...

Aurélien Tavernier — ... Qu'on appelait alors des « migrants », des « nomades », mais aussi plus largement les classes séditeuses incarnées par « la foule » et, avant la figure de l'immigré, par la figure de l'ouvrier et les « classes laborieuses ». Comme vous le rappelez dans vos travaux¹¹, il y a eu un déplacement des catégories et de la frontière constitutive des dualismes identitaires, du « nous » par rapport auquel se définit « l'autre ». Vous datez ainsi très précisément la naissance du débat sur l'immigration tel qu'il est aujourd'hui configuré, en déconstruisant les catégories avec lesquelles s'élaborent les politiques publiques, mais aussi le sens commun : que voyez-vous de problématique dans les termes sur lesquels se cristallise le débat de l'immigration ?

Gérard Noiriel — Une bonne partie de mon travail a consisté à montrer que les catégories de pensée sont nées de manière située. S'agissant de l'immigration, on peut effectivement en dater la naissance de façon extrêmement précise : le 17 juin 1881, une rixe éclate à Marseille, impliquant des Italiens, une communauté fortement implantée dans le Sud-Est de la France et qui est présentée à l'époque comme « une nation dans la nation », une menace à l'intégrité nationale qu'il fallait éradiquer en obligeant ses membres à devenir Français. L'affaire dite des « vèpres marseillaises » joue comme un élément déclencheur : pour la première fois, un conflit local entre ouvriers est décrit comme un enjeu politique national. À partir de cette date, le moindre fait divers impliquant une personne d'origine étrangère devient une illustration du « problème de l'immigration ». Le mot même d'« immigration » a donc surgi dans le vocabulaire français dans les années 1880, au moment où s'impose le « nous » français. Le « eux » versus « nous » opposait auparavant plutôt les élites et les classes

¹⁰ De Ian Hacking, on pourra lire notamment *L'Âme réécrite. Étude sur la personnalité multiple et les sciences de la mémoire*, Paris : Éditions Les Empêcheurs de penser en rond, 1998.

¹¹ Voir notamment : *État, Nation et immigration. Vers une histoire du pouvoir*, *op.cit.*; *À quoi sert « l'identité nationale »*, Marseille : Agone, 2007; et *Immigration, Antisémisme et racisme en France (XIX^e-XX^e siècles)*, Paris : Fayard, 2007.

dangereuses. Il se reconfigure avec l'avènement de la Troisième République, qui introduit une logique d'égalité/identité où les gouvernants sont légitimés à diriger l'État parce qu'ils sont de la même essence que les gouvernés. Désormais, pour représenter le peuple, il faut être du peuple. Cette démocratisation de l'accès à la politique, mais aussi l'adoption de lois sociales réservées aux Français, confèrent au fait d'être français un enjeu politique. Et la mécanique républicaine va conduire à la volonté d'unifier le peuple par une langue commune, une culture commune, *etc.* C'est la matrice de la citoyenneté, qui est fondée sur le principe d'égalité/identité : nous sommes égaux parce que nous avons quelque chose en commun, les gouvernants comme les gouvernés. À partir de ce moment-là, « l'étranger » c'est celui qui possède une part de souveraineté nationale menaçant le « nous ». C'est la logique très puissante de la Troisième République, qui a en partie nourri le nationalisme, et le nourrit encore, pour partie. Le nationalisme selon moi se met en place à partir du moment où l'immigration est articulée à l'identité nationale, et se trouve présentée comme une menace à l'identité nationale. C'est cela, pour moi, le nationalisme : on peut le définir de plusieurs façons, mais c'est me semble-t-il la matrice. Et le 17 juin 1881, avec l'affaire des vêpres marseillaises, on est vraiment pour le coup dans la coupure épistémologique : on bascule littéralement d'un univers à un autre. Le discours sur l'intégration, sur le communautarisme – même si le mot n'est pas employé à l'époque –, en quelques mois toutes les catégories se mettent en place, et constituent la matrice, ou la grammaire qui, depuis lors, est sans cesse répétée.

Forcément, on se dit qu'il doit y avoir des raisons très fortes pour que cela se répète à ce point. Car c'est bien ce que l'on retrouve dans le discours de Nicolas Sarkozy en 2007, puis dans la création d'un ministère alliant de façon « naturelle » l'immigration et l'identité nationale. Sauf que maintenant, l'étranger qui nous menace n'est plus désigné par un nom de pays, un territoire : il est désigné par un terme auquel tout le monde peut accrocher un imaginaire, le « communautarisme ». Or si l'on pense, comme c'est mon cas, que le racisme, la haine des autres, le rejet, les stéréotypes *etc.*, se fabriquent beaucoup par automatisme et association de pensées et non pas par l'argumentation, et bien le fait même d'accoler les termes « immigration » et « identité nationale » crée un automatisme de pensée qui va spontanément inciter à voir « l'étranger », en tout cas celui que l'on considère comme tel, comme une menace. Créer un ministère qui lie immigration et identité nationale, c'est d'abord historiquement faux mais c'est aussi politiquement dangereux, car la création d'un ministère installe les choses dans la durée. Et ce qu'il ne faut pas oublier non plus, c'est que l'utilisation de l'identité nationale par la droite est ancienne. En proposant la création d'un ministère de l'Identité nationale, Nicolas Sarkozy a simplement réactivé un vieux débat pour des raisons politiques, de calcul politique – qui se sont d'ailleurs avérées efficaces. Il y a donc toute une série de jeux, de déplacements, et l'on voit toute la subtilité du travail de réélaboration, par le politique, d'un socle idéologique fortement ancré dans la mémoire collective. Ce qui nécessite d'être très vigilant.

Aurélie Tavernier — Une nécessité qui a conduit à la création dès 2005 du Comité de vigilance face aux usages publics de l'histoire (CVUH), dont vous êtes le président¹² : pouvez-vous revenir sur les origines de ce projet et sur la fonction critique des intellectuels qui l'ont porté ?

Gérard Noiriél — Quand j'ai créé avec un certain nombre de collègues le CVUH, l'idée était d'encourager la résistance collective par rapport à ce genre de dérives, de lutter contre l'instrumentalisation de l'histoire. Et pour moi cette dimension collective est fondamentale. C'est la même logique qui m'a incité à démissionner de la Cité nationale de l'histoire de l'immigration¹³, avec plusieurs collègues. C'était une réponse collective à la création du ministère de l'Immigration et de l'Identité nationale, qui était une formulation inadmissible ; et l'impact de notre démission vient du fait que nous avons tous été d'accord, collectivement, pour récuser l'appellation du ministère. À partir de ce moment-là, les historiens qui avaient accepté d'être dans le conseil scientifique du projet de la Cité de l'immigration, et qui avaient accepté parce que la lettre de mission de ce projet mentionnait que l'objectif était de changer le regard sur l'immigration¹⁴, ces historiens ne pouvaient plus participer à une telle entreprise : on avait engagé notre crédibilité, donc on a assumé nos responsabilités.

Sur l'autre volet de votre question : je reste très prudent par rapport à la mouvance des intellectuels critiques. Je ne me considère pas personnellement comme tel, je me considère comme un intellectuel spécifique. La distinction peut paraître un peu oiseuse au premier abord. Il ne s'agit pas du tout de découper les cheveux en quatre, mais de se positionner et dans l'espace public, et dans l'espace scientifique, par rapport à la problématique de

12 Fondé au printemps 2005, le CVUH regroupe des historiens, des chercheurs et enseignants du supérieur et du secondaire, préoccupés par ce qu'ils considèrent comme une « instrumentation politique de l'histoire ». Né au moment de l'adoption de la loi de février 2005 exigeant des enseignants qu'ils insistent sur le « rôle positif » de la présence française au Maghreb, ce Comité entend alerter les citoyens sur les détournements de la recherche historique et réfléchir à la place et à la fonction de l'histoire dans notre société (<http://cvuh.free.fr/>).

13 Gérard Noiriél fait partie des huit historiens (sur douze membres) du conseil scientifique de la Cité nationale de l'histoire de l'immigration (CNHI) qui ont démissionné de leurs fonctions officielles le jour même où a été annoncée la formation du « ministère de l'Immigration et de l'Identité nationale », le 18 mai 2007.

14 Annoncé dans le programme de Jacques Chirac en 2002, le projet de création de la CNHI a été relancé en 2003, dans le cadre du Comité interministériel à l'Intégration. L'objectif initial de ce projet était notamment de faire connaître l'apport des immigrés à la construction et à l'histoire de la France, comme en témoigne la lettre de mission adressée en 2004 par le Premier ministre Jean-Pierre Raffarin au ministre de la Culture de l'époque, Jacques Toubon : « Suite au constat, selon lequel les représentations de l'immigration et des immigrés, trop souvent négatives, sont porteuses d'attitudes discriminatoires, conscientes ou non, qui constituent des freins d'autant plus forts à l'intégration qu'elles peuvent parfois également être intériorisées par les immigrés eux-mêmes et leurs descendants, la modification en profondeur des attitudes individuelles et collectives et des comportements qu'elles génèrent est apparue dès lors comme une nécessité » (<http://www.histoire-immigration.fr/>).

l'engagement. C'est une ressource pour voir clair dans des pratiques : la différence est parfois compliquée à comprendre de l'extérieur, mais la vérité de ces conceptualisations se vérifie dans des pratiques. Toutes les questions concernant la Cité de l'immigration sont en effet liées à mon engagement civique. Cela dit, je m'efforce de bien différencier mes activités. Je distingue deux parties dans mon travail : d'une part un volet proprement scientifique, qui correspond à des critères et répond à des questionnements d'ordre scientifique, qui n'ont pas directement d'utilité politique ; et d'autre part un volet que je qualifie d'intellectuel, comme je m'y essaie dans *Les Fils maudits*¹⁵. Dans cet essai notamment, j'ai tenté de fabriquer – en m'appuyant aussi beaucoup sur d'autres travaux – des notions qui soient tournées vers l'action. D'une certaine manière, le CVUH est une conséquence des *Fils maudits* : il y a un lien entre les deux. Mais pour moi, la science de l'histoire ne sert à rien, en elle-même, sur le plan politique. À la différence des intellectuels critiques, je ne dis pas « tout est politique » ; au contraire, j'autonomise les sphères. Par définition, la politique est une activité qui réunit des individus qui sont engagés dans des opérations ayant pour finalité la prise du pouvoir d'État, ou l'exercice du pouvoir d'État, et où chaque citoyen peut être impliqué. Et donc je ne dis pas que tout est politique parce que je trouve que c'est une solution de facilité, quelque part : si on dit que tout est politique, émettre une critique, dans une revue par exemple, revient à dire : « je fais de la politique ». C'est quand même trop facile, parce que ça permet de se dédouaner de toute une série d'activités qui relèvent du militantisme, et ce sans avoir besoin de changer de discours. C'est cette différenciation des espaces qui me semble importante, et c'est en même temps ce qui permet de préserver le lien qui existe entre les espaces.

Aurélie Tavernier -- Qu'est-ce à dire ?

Gérard Noiriel — Il y a une dialectique, sur laquelle Marc Bloch a écrit des choses passionnantes, concernant le jeu de traduction d'un monde dans un autre¹⁶. Je travaille en tant qu'historien sur l'immigration, et j'ai aussi sur ce terrain une position d'acteur, de militant : je suis par exemple président d'une association d'aide aux réfugiés, et j'ai toujours été très actif sur ce terrain. Les réalités de la pratique politique ou civique dans lesquelles je suis pris, m'amènent alors à me poser des questions, que je vais ensuite réélaborer ; et cette réélaboration va considérablement transformer en retour les choses. Et puis après, dans un second temps, il y a la démarche inverse, c'est-à-dire la restitution de l'élaboration historique dans l'espace public. C'est une gymnastique, une dialectique, qui peut et doit exister à partir du moment

¹⁵ Les Fils maudits de la République. L'avenir des intellectuels en France, Paris : Fayard, 2005.

¹⁶ Marc Bloch (1949), Apologie pour l'histoire ou Métier d'historien, Paris : Colin, 1999.

où l'on accepte l'autonomie, et que l'on ne confond pas tout, qu'on ne dit pas que tout est politique. Évidemment, pour les journalistes, les politiques, les experts, tout cela est proprement inaudible, parce qu'ils ne peuvent pas en faire un usage direct, immédiat. On ne donne pas une solution clé en main. C'est ça, le problème que j'ai toujours avec les politiques : on vous demande ce qu'il faut faire contre les discriminations. Mais moi je ne sais pas, je ne suis pas un expert, j'aurais envie de leur dire d'aller voir les gens qui travaillent à l'INED¹⁷ ou ailleurs. Personnellement j'essaie de m'adresser plutôt au citoyen *lambda* et ce qui m'intéresse surtout, c'est la construction des représentations. C'est pourquoi je revendique la posture de l'intellectuel spécifique : quelqu'un qui essaie de livrer ses outils au citoyen ordinaire, pour qu'il s'en empare et qu'il soit plus autonome.

Aurélien Tavernier -- Une conviction que vous réaffirmez dans « Les Fils maudits », en évoquant cette nécessité presque vitale, écrivez-vous, qu'est l'« impossible renoncement à l'espoir que [votre] travail puisse servir aux autres »¹⁸. Vous proposez pour cela une typologie des répertoires d'action de l'intellectuel, qui doit pour vous constituer non pas un modèle normatif ni surtout, prescriptif, mais bien plutôt une ressource pour la construction de formes collectives d'action des savants dans la cité, alors que la séparation s'est imposée depuis le début de la Troisième République. Vous distinguez ainsi trois grands types d'intellectuels : « l'intellectuel révolutionnaire », né avec l'Affaire Dreyfus pour la défense de la justice et de la vérité, dont vous écrivez qu'il s'est finalement montré incapable de promouvoir un véritable projet intellectuel collectif ; « l'intellectuel de gouvernement », qui occupe moins le terrain scientifique « solide » que l'espace public, invoquant les « leçons de l'histoire », à l'intersection des réseaux liant le savant et le politique ; et enfin « l'intellectuel spécifique », qui doit pour vous utiliser des compétences scientifiques pour intervenir dans le débat civique, en posant autrement les questions. Pourriez-vous revenir sur cette partition et notamment sur la figure de l'intellectuel spécifique, que vous appelez de vos vœux ?

¹⁷ Institut national des études démographiques.

¹⁸ Les Fils maudits de la République [...], *op.cit.* : p. 7.

Gérard Noiriel — J'ai forgé cette expression en me calant sur Foucault¹⁹, mais la position qu'il définissait ainsi n'est pas nouvelle, on la trouve déjà chez Durkheim : en fonction d'une compétence particulière, produit d'un travail empirique, il s'agit de mettre à la disposition d'un certain nombre d'acteurs en lutte des outils pour les aider dans leurs propres combats. L'action intellectuelle consiste pour moi à donner des armes permettant aux individus d'élargir leur posture critique, plutôt que donner des réponses à des problèmes constitués dans l'espace public. Mais en dernière analyse, dans les positions que je décris comme étant celles des trois types d'intellectuel, j'essaie – j'aurais aimé le faire encore plus – de ne pas juger ou hiérarchiser les modes d'intervention et de rapport au politique. Et ceci, même s'agissant des « experts » : si de mon point de vue il est absolument nécessaire de se battre contre la dérive qui consisterait à donner tout le pouvoir aux experts, l'expertise doit néanmoins exister dans une société démocratique. Si l'on essaie d'être un peu lucide, et d'abord sur soi-même, il faut rester vigilant contre les dangers qui nous poussent, pratiquement par excès de passion, à être aveugle aux limites de notre propre rôle. Mon discours ne vise pas à discréditer ceux qui jouent des rôles sociaux que je suis incapable de tenir, ce qui est quand même une tendance extrêmement forte dans le monde savant. Et ce, bien souvent sans aucune preuve à l'appui de cette invalidation. Parce qu'au fond, nous n'avons pas de preuve empirique démontrant laquelle des postures intellectuelles que j'ai décrites est la plus utile au « peuple ». Et d'ailleurs, pourquoi les sciences sociales ne s'interrogent-elles jamais sur la réception de leurs discours ?

Aurélien Tavernier -- C'est pourtant bien une question cruciale, et très problématique quand on mesure la difficulté, pour les savoirs des sciences sociales, à infuser le débat public autrement que sur le mode de la réponse immédiate à un questionnement qu'elles n'ont pas formulé elles-mêmes – en réponse à la demande médiatique, ou à la demande d'expertise, lorsqu'il s'agit d'une commande institutionnelle par exemple. En dehors de cela, on peut en effet s'interroger sur les raisons de la faible diffusion des acquis des sciences sociales dans l'espace public et politique...

Gérard Noiriel — Bourdieu disait que pour pouvoir fonctionner le monde savant devait « mettre à l'écart de la discussion » les principes sacrés sur

19 *L'intellectuel spécifique est défini par Foucault comme étant « poursuivi par le pouvoir politique, non plus en fonction du discours général qu'il tenait, mais à cause du savoir dont il était détenteur. [...] L'intellectuel universel dérive du juriste-notable et trouve son expression la plus pleine dans l'écrivain, porteur de significations et de valeurs où tous peuvent se reconnaître. L'intellectuel spécifique dérive d'une tout autre figure, non plus le juriste-notable, mais le savant-expert ».* Michel Foucault, Dits et écrits, vol.3, Paris : Gallimard, 1994, p. 155.

lesquels il a construit son identité. Tous les groupes ont besoin de « boîtes noires » pour pouvoir exister, autrement le sol s'effondrerait sous leurs pieds... Pour moi, la question de l'engagement du chercheur est de l'ordre du pari pascalien, de la croyance. Je la ressens comme une nécessité personnelle. Tout en admettant que d'autres ne portent pas en eux cette nécessité : je n'irais pas en faire un jugement moral.

Aurélien Tavernier -- C'est aussi une manière de défendre l'idée qu'être un intellectuel – même spécifique – n'empêche pas d'intervenir : à condition de distinguer, par cette gymnastique, les registres et les rôles.

Gérard Noiriel — Voilà. Les postures que j'ai décrites ne sont pas des constats sociaux ; ce sont plutôt des figures, qu'on peut épouser à certains moments de sa vie, sans avoir à en être honteux. Mais encore faut-il expliciter : c'est vraiment l'explicitation qui me semble fondamentale, parce qu'elle permet de dire quel rôle on joue, dans un contexte précis. Et ce que je reprocherais à Bourdieu c'est de n'avoir jamais, dans aucun de ses écrits, fait de différence dans le statut de ses textes. Beaucoup de ses livres sont d'authentiques travaux scientifiques, tandis que d'autres ne l'étaient pas mais il y parlait toujours en tant que savant. Je crois que l'une des formes les plus « subversives » d'intervention intellectuelle réside dans cet effort de clarification des rôles, parce que je pense que le monde intellectuel vit toujours dans une non-vérité à cet égard.

Aurélien Tavernier -- Mais en pratique, c'est quand même extrêmement difficile à tenir, et surtout à maintenir dans l'espace public. Le risque de l'instrumentalisation est bien présent, qui même lorsque l'on n'est pas mué en expert gouvernemental, vous rattrape. Ainsi de la reprise stratégique de la « politique de civilisation », un concept forgé par Edgar Morin²⁰ qui fut judicieusement récupéré dans le discours politique comme catégorie d'action : comment dès lors prendre le risque de l'engagement de façon mesurée ? Comment savoir ce qu'il adviendra de sa parole, après qu'elle aura été versée dans l'espace public ? La question n'est pas nouvelle, mais l'actualité nous en montre chaque jour l'acuité.

Gérard Noiriel — Vous soulevez un problème fondamental. Puisque la socio-histoire est une démarche qui insiste sur les relations, le socio-historien doit toujours s'interroger sur la réception du discours. Il faut tenir ensemble la production et la réception du discours : il s'agit de se poser en permanence la question de savoir à qui le discours s'adresse, quand on tient ce discours.

20 Edgar Morin, *Pour une Politique de civilisation*, Paris : Arléa, 2008.

C'est fondamental, et c'est même passionnant d'un point de vue analytique, pour le travail de l'historien : quand on analyse en tant qu'historien un discours tenu par un orateur, on peut comprendre beaucoup de choses sur l'objet et la période qu'on analyse car selon les publics, on n'écrit pas la même chose. Mais vous avez beau mettre en garde les lecteurs sur le fait que vous intervenez ici en tant que chercheur, là en tant qu'intellectuel spécifique, la différence de registre n'est généralement pas perçue.

Aurélie Tavernier -- Vous dites qu'une pratique scientifique fondée sur la « rupture épistémologique » peut aller de pair avec une attitude pragmatiste vis-à-vis de la pratique du métier de chercheur, notamment de son inscription dans l'espace public. Mais ce n'est pas une posture philosophique très commode à appliquer. Vous participez ainsi au réseau scientifique TÉRRRA (Travaux, Études, Recherches sur les Réfugiés et l'Asile)²¹ : c'est un lieu de recherche collective, qui vise à produire de la connaissance sur les migrations, à réfléchir aux transformations de la société française, à stimuler la réflexion au moyen de rencontres publiques, de listes de diffusion. Mais indissociablement, c'est un lieu de recherche-action et même d'impulsion du débat public : vous avez ainsi lancé dans ce cadre une pétition, au moment de la création du ministère « de l'Immigration et de l'Identité nationale », appelant à inverser la problématique. Est-ce qu'on peut être à la fois producteur de connaissances et de savoir, et agitateur de débat public, appelant à un sursaut – pour le coup national ! – par rapport à une certaine lecture de l'histoire ? Comment, autrement dit, concilier les deux postures et naviguer entre le savant et le politique ?

Gérard Noiriel — Pour mon compte, sans vouloir parler pour tous les membres de TÉRRRA, je ne peux pas nier cet engagement ; j'ai été l'une des âmes de cette pétition, qui a recueilli 15 000 signatures contre ce ministère, et avant cela, j'avais participé avec le CVUH à la pétition contre la fameuse loi du 23 février 2005 sur les aspects « positifs » de la colonisation. Nous avons aussi pris position pour défendre un collègue historien, Olivier Pétré-Grenouilleau, qui était menacé d'un procès en justice par une association parlant au nom des

21 Créé en mai 2003, le réseau scientifique TÉRRRA (Travaux, Études, Recherches sur les Réfugiés et l'Asile – site du réseau : <http://www.reseau-terra.eu>) s'est constitué au cours de rencontres publiques et de listes de diffusion par E-mail. Il entend stimuler la production des connaissances en sciences humaines et sociales sur des objets qui restent peu étudiés, comme les migrations forcées, les réfugiés, le droit et les politiques publiques de l'asile, la vie en exil, et par suite, les rapports culturels à l'altérité, les mobilisations sociales relatives aux exilés et à l'asile, la place des étrangers dans la société, leur exclusion sociale, les formes de xénophobie, les politiques de mise à l'écart... Le 1^{er} juin 2007, TÉRRRA lançait sous son nom une pétition intitulée « Identité nationale et immigration : inversons la problématique ! » et appelait à la mobilisation collective élargie en ces termes : « Donnez lui force, signez cet appel et faites-le signer ! Publiez-le à la Une de votre site, diffusez-le sur vos listes de discussion... » (pétition en ligne : <http://www.reseau-terra.eu/article620.html>).

« Noirs de France » et qui l'accusait de négationnisme à cause de son bouquin sur la traite négrière²². Dans le même temps, nous avons fermement combattu cette loi inique. Le terme de « vigilance » ne signifie pas que nous prétendons détenir la vérité sur l'histoire, en exerçant une police de la pensée au nom de cette vérité. C'est même tout le contraire. Selon nous, l'histoire scientifique ne peut servir à rien directement dans le champ politique. On ne peut pas, comme le font constamment certains historiens, parler au nom des « leçons de l'histoire » pour cautionner des préférences politiques. On a le droit d'avoir des positions politiques ; mais on ne peut pas les cautionner au nom de l'histoire.

Aurélien Tavernier -- C'est-à-dire qu'il peut, et même qu'il doit y avoir des usages sociaux de l'histoire, mais que ces usages deviennent des abus dès lors que l'histoire est transformée en argument d'autorité.

Gérard Noiriel — Exactement. Un argument d'autorité qui empêche l'égalité dans le champ démocratique. Sur ce point-là, je rejoins la position de Jacques Rancière²³. Mon usage de la philosophie dans le champ des historiens, c'est un usage réactionnel, d'où ma proximité avec les philosophies qui ne visent pas à imposer une vérité mais plutôt à lutter contre ceux qui tentent de le faire. C'est un effet critique par rapport au monde des dominants, c'est une réaction. Je fonctionne toujours sur ce mode-là, de la réaction ou de la résistance, si vous préférez.

Aurélien Tavernier -- Vous évoquez à l'instant des intellectuels, des historiens, dont vous écrivez dans « À quoi sert l'Identité nationale » ? qu'ils sont assez largement mus par des positions et des intérêts politiques, partisans : mais leurs discours n'ont-ils pas plus de chance d'être entendus justement parce qu'ils se « moulent » dans un certain nombre de positions et de schèmes d'interprétation déjà en place dans l'espace public, social et politique ? Ces positions ont en effet d'autant plus de chance de faire mouche qu'elles fonctionnent comme des « enthymèmes », c'est-à-dire des arguments dont les prémisses ne sont jamais discutées comme telles et peuvent facilement s'imposer sur le mode de l'évidence. À l'opposé, le chercheur qui déconstruit arrive pour ainsi dire toujours en retard par rapport à des catégories d'interprétation qui sont déjà en place, et par rapport auxquelles il va ensuite devoir s'efforcer de reconstruire du sens. Intervenir dans un débat comme l'immigration, l'analyser au moyen des outils de la

²² Les Traites négrières. Essai d'histoire globale, Paris : Éditions Gallimard, 2004.

²³ Voir notamment sur ce point, parmi les travaux de Jacques Rancière, Le Philosophe et ses pauvres, Paris : Fayard, 1983 (Réédition Champs Flammarion : 2007, avec une nouvelle préface de l'auteur); et Le Maître ignorant. Cinq leçons sur l'émancipation intellectuelle, Paris : Fayard, 1987 (Réédition 10/18 : 2004).

socio-histoire et ne pas garder le silence, c'est bien sûr l'opportunité de proposer des grilles de lecture concurrentes par rapport à une lecture soit individualiste, soit racialisée, soit oppositionnelle de l'immigration. Mais le problème réside dans la difficulté à s'extraire de ces trois grilles de lecture extrêmement prégnantes. Le travail de déconstruction-reconstruction du sens peut donc s'avérer doublement périlleux : fastidieux, il est également risqué dans la mesure où l'analyse peut se retrouver à son tour embarquée dans un discours social déjà mis en circulation et le nourrir, même à son corps défendant...

Gérard Noiriel — C'est sûr que si on passe son temps à déconstruire, on devient complètement inefficace ; c'est tout le problème de la philosophie des années 70, notamment de Jean-François Lyotard. L'important c'est cette démarche critique collective. On ne peut faire un contrepoids par rapport aux « dominants » (les médias, les politiques)²⁴ que si on fonctionne collectivement. Surtout lorsqu'on développe un discours qui ne peut pas être entendu directement par ceux qui fabriquent du sens commun. On est toujours un peu en décalage, c'est vrai. Mais sur l'immigration, quelque part, quelle importance d'être en retard sur l'actualité, étant donné que les discours sur l'immigration disent la même chose depuis un siècle ?

Aurélien Tavernier — Une posture de retrait que vous appelez « l'hypertrophie de la posture théorique »²⁵...

Gérard Noiriel — Oui, et nous avons déjà évoqué ce point plus haut. Pour ma part, j'ai besoin de faire des choses très concrètes, qui ne sont pas forcément de l'ordre de la pédagogie. Par exemple, en ce moment je travaille avec des artistes, pour une « conférence théâtrale »²⁶ présentée à des publics très variés d'un point de vue sociologique. Ce type d'actions me permet aussi de nourrir mes recherches. Mon prochain séminaire, à l'EHESS, qui sera consacré aux rapports entre

24 Gérard Noiriel analyse précisément le rôle des médias dans la reprise et le succès du thème de « l'identité nationale » au cours de la campagne de l'élection présidentielle de 2007, dans *À quoi sert « l'identité nationale »*, *op.cit.*, chapitre IV, pp. 115-138 : « Le rôle des médias ou Comment faire du neuf avec du vieux ».

25 Les Fils maudits de la République [...], *op.cit.* : p. 246-247.

26 Intitulé « Chocolat, Clown nègre », ce spectacle vivant, mis en scène par Marcel Bozonnet, retrace la trajectoire de Rafael, alias Chocolat, depuis son exil de la Havane où il naquit esclave en 1868, jusqu'au succès populaire du personnage de clown noir qu'il campa aux côtés du clown Footit dans le Paris de la Belle-Époque, inaugurant ainsi le duo désormais classique du clown blanc et de l'Auguste. De cette aventure théâtrale, Gérard Noiriel a tiré l'ouvrage *Chocolat, Clown nègre. L'histoire oubliée du premier artiste noir de la scène française*, paru aux éditions Bayard en février 2012, dans lequel il étudie l'histoire de l'esclavage et la diffusion des stéréotypes racistes : une démarche qui reflète les chaînes d'interdépendances que l'auteur entend analyser pour mettre à jour les conditions d'inscription structurelles et successives des représentations et des formes de domination sociale dans l'espace public.

production et réception du savoir, se nourrit de cette expérience. Je tente ainsi de préserver, dans mon travail, cette interaction entre des sphères différentes, avec l'idée que l'on peut très bien jouer des rôles différents dans la société et partant, ne rien s'interdire. Ce que je reproche aux historiens qui interviennent dans l'espace public comme experts, journalistes, *etc.*, ce n'est pas de jouer des rôles différents, c'est de ne jamais reconnaître ces différentes fonctions et leur incompatibilité. Cela exige une capacité d'auto-critique très peu fréquente dans notre milieu. Bourdieu est l'un des rares à l'avoir fait, même tardivement, dans son auto-analyse²⁷. Généralement, la critique est toujours adressée aux autres. Or il me semble qu'il est pourtant absolument nécessaire de se l'appliquer à soi-même, pour pouvoir préserver un questionnement sur ses propres actions.

Aurélie Tavernier -- Il y a aussi un moment où les sciences humaines et sociales ne peuvent plus rester en dehors du jeu social : l'histoire, comme la sociologie, posent de façon essentielle des questions sur l'avenir de la société, et la socio-histoire, sur l'histoire passée incorporée dans le présent.

Gérard Noiriel — C'est tout à fait exact. Les sociologues sont aussi des acteurs du monde social, et ce n'est pas un hasard si la sociologie de la sociologie est une branche si peu développée ! Quand on fait un travail scientifique, on s'adresse à un public de spécialistes. La communication scientifique implique nécessairement cela, et c'est d'ailleurs aussi ce qui justifie que ce soit une activité rémunérée par l'État, parce qu'il n'y a pas de base sociale. Or, si vous voulez parler de racisme par exemple à un public qui dépasse la sphère des spécialistes, il faut passer par d'autres langages, qui puissent notamment passer par l'émotion. Il faut s'interroger sur ces langages, réfléchir au statut des sciences humaines dans la société, ou, pour employer un vocabulaire pragmatiste, considérer leur positionnement vis-à-vis de leurs « publics » potentiels, aussi bien par rapport aux catégories que l'on mobilise dans le travail d'analyse, que par rapport à leurs régimes de diffusion. Sans vouloir rentrer dans ce débat, que j'aborde dans mon livre sur le théâtre²⁸, je ne sépare pas complètement l'émotion et la réflexion. Quand j'ai fait ce petit livre sur le théâtre, je me suis rendu compte qu'un dramaturge comme Bertolt Brecht était très proche des soucis que j'avais en tant qu'historien. Aborder le questionnement scientifique par le biais de l'art, comme Brecht, procure une lucidité que la posture scientifique et historique

27 Pierre Bourdieu, *Esquisse pour une Auto-analyse*, Paris : *Raisons d'Agir Éditions*, 2004.

28 *Histoire, Théâtre, politique*, Marseille : *Contre-Feux Agone*, 2009.

seule ne permet pas d'atteindre²⁹. Je travaille sur la question de la transposition des connaissances socio-historiques dans le langage de la fiction : ce type de démarche nécessite de s'adjoindre les compétences propres aux artistes. Dans la notion d'intellectuel collectif que je défends, il y a aussi cette dimension-là : la mise en commun des compétences, au-delà des frontières de la science.

Aurélie Tavernier -- Vous évoquez l'imagination : dans « L'Imagination sociologique », Mills distingue d'un côté la « bureaucratisation de la raison » et de l'autre, « la raison au service de l'intelligence des affaires humaines »³⁰.

Gérard Noiriel — C'est une très belle formule, en effet.

Aurélie Tavernier -- Mais cela n'est pas sans risque pour la recherche : le travail intellectuel imaginatif, celui-là même que Mills appelle de ses vœux, fait assez mauvais ménage avec la rupture épistémologique.

Gérard Noiriel — Mais c'est aussi notre rôle : être lucide sur nous-mêmes et affronter nos propres contradictions. C'est la condition nécessaire pour avancer : si l'on n'est jamais traversé par le doute, on stagne. C'est en cela que j'essaie de ne pas concevoir mon métier en termes bureaucratiques.

29 « En s'interrogeant sur ce qui fait la spécificité du théâtre, par rapport à d'autres formes artistiques, [Brecht] voit dans la double fonction de l'art dramatique (plaire et instruire) une manière originale de conjuguer l'art et la science. [...] L'une des thèses fondamentales qui sous-tend la dramaturgie brechtienne est qu'on ne peut pas connaître le monde en mobilisant des moyens purement artistiques. Le raisonnement logique, les démonstrations mathématiques, la production de preuves empiriques sont l'apanage de la science. Le dramaturge qui veut transmettre des connaissances sur l'histoire ou la société doit donc s'appuyer sur des recherches savantes ». Gérard Noiriel, Histoire, Théâtre, politique, *op.cit.* : p. 55-57.

30 C. Wright Mills (1957), L'Imagination sociologique, Paris : Maspéro, 1967, respectivement p. 196 et p. 183.

*
* *

Parmi les nombreux ouvrages de Gérard Noiriel, outre ceux que nous mentionnons en notes, nous pouvons renvoyer en lien avec les problématiques évoquées au cours de l'entretien aux références suivantes :

Longwy, Immigrés et prolétaires (1880-1980), Paris : Presses Universitaires de France, 1984.

Les Ouvriers dans la société française (XIX^e-XX^e siècles), Paris : Le Seuil, 1986.

La Tyrannie du national. Le droit d'asile en Europe (1793-1993), Paris : Calmann-Lévy, 1991 (Réédité en collection de poche sous le titre *Réfugiés et sans papiers. La République et le droit d'asile, XIX^e-XX^e siècles*, Paris : Hachette, 1998).

Sur la « Crise de l'histoire », Paris : Belin, 1996 (Réédité en collection « Folio-Histoire », Paris : Gallimard, 2005).

L'Identification. Genèse d'un travail d'État (éd.), Paris : Belin, 2007.